

La crise financière et ses conséquences : les militants non-violents au défi ?

Rappel de quelques mécanismes économiques de base

L'augmentation de la dette des Etats : au-delà des discours ambiants

Historiquement, depuis Hitler d'abord... puis Roosevelt, les Etats avaient fini par oser appliquer la théorie keynésienne du début du XXIème siècle de « relance de l'économie » par des dépenses publiques accompagnées d'un déficit budgétaire volontaire financé par l'emprunt auprès de la BC, Banque centrale (« il fait tourner la planche à billets »).

Les dépenses publiques d'investissement (plutôt que de fonctionnement, pour augmenter l'effet de levier) dopent l'économie (via la construction d'infrastructures... ou de dépenses militaires...). Si elle accélère bien, il n'y a pas trop d'inflation (potentiellement liée au surplus de monnaie injectée) car il y a plus de richesses créées. Dans le cas contraire, l'inflation remonte.

Les dettes contractées auprès de la banque Centrale sont remboursées par la rentrée supplémentaire d'impôts (à taux d'imposition constant) puisque l'économie est repartie. Sinon, la dette s'accumule, mais sans effet notable puisqu'il ne s'agit que d'un simple jeu d'écriture pour la BC qui crée la monnaie.

La Banque Centrale est strictement contrôlée par l'Etat : il lui fait injecter la quantité de monnaie dont il a besoin pour financer ses dépenses, comme il veut, et lui rend ce qu'il veut. L'Etat reste souverain sur la monnaie

Le grand tournant néolibéral des années quatre-vingt

Avec l'internationalisation des échanges, les politiques keynésiennes se sont progressivement essouffées car relancer l'économie c'est offrir un marché aux pays concurrents : les importations et le déficit commercial augmentent, l'inflation aussi, puisque celui qui presse sur l'accélérateur budgétaire ne dope plus son économie mais celle des voisins (cf. relance en France 1981 à 83)

Au nom (prétexte ?) de la priorité absolue donnée à la lutte contre l'inflation, les BC sont devenues indépendantes : les Etats ne peuvent plus s'endetter auprès d'elles, mais sur les marchés financiers... Du coup leur dette prend une toute autre signification : il faut rembourser le capital emprunté, payer des taux d'intérêts non maîtrisés car fixés par les marchés financiers... avec au final le report du poids des déficits sur les générations (de contribuables) futurs... Pour autant le déficit budgétaire reste la règle. Les dépenses restent difficiles à équilibrer car, néolibéralisme oblige, il faut « *baissier à tout prix la place de l'Etat dans l'économie* » en refusant d'augmenter les impôts et ne pas hésiter à faire des cadeaux aux riches pour les retenir au prétexte que ce sont eux qui investissent...

Parallèlement apparaît un marché financier mondialisé : l'épargne n'alimente plus l'activité du pays, mais finance celle des autres... ou les déficits des autres Etats, surtout lorsqu'ils sont jugés fiables (USA, Allemagne) ! Il a suffi que les Etats fassent définitivement (?) sauter le contrôle des changes : ainsi, depuis bientôt trente ans, les capitaux financiers circulent sur l'espace mondial sans la moindre contrainte administrative ou fiscale. Les néolibéraux prétendaient renforcer ainsi l'offre d'épargne (et donc faire baisser son prix) et l'orienter naturellement « là où il faut » (là où elle est censée être la mieux rémunérée). C'est exactement l'inverse qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux : les taux d'intérêts à long terme s'envolent...

Bref, les Etats ont abandonné à des BC indépendantes, aux marchés financiers et aux banques (le secteur privé) la régulation et la création de ce qui étaient depuis la nuit des temps leur privilège, leur monopole : la monnaie

Une économie virtuelle, financière, se développe grâce à la déréglementation systématique engagée au nom d'un néolibéralisme encore à l'époque triomphant. Elle est totalement mondialisée... comme les firmes multinationales et les mouvements de marchandises. Cette économie virtuelle, qui ne crée rigoureusement aucune richesse, a toutefois un impact très concret sur l'économie réelle ! Les épargnants structurels, notamment les caisses de retraites et d'assurances privées (« *il faut liquider la retraite par répartition* » !), exigent une rémunération croissante de leurs placements. Cette exigence des actionnaires plombe le secteur productif : le partage de la valeur ajoutée (la richesse créée) se fait de plus en plus en défaveur du monde du travail. Stagnation du pouvoir d'achat pour ceux qui ne sont pas jetés dans le chômage, explosion structurelle de l'emploi précaire, surtout pour les jeunes,

démantèlement progressif des filets de protection et de solidarité sociale... sont autant de manifestations de la voracité des actionnaires qui exigent des dividendes croissants (15% de rentabilité et plus).

Bref, néolibéralisme oblige, nous avons vécu jusqu'à la fin de la décennie précédente trente années de revanche historique du capital contre le travail, de grand retour au 19^{ème} siècle, de déchaînement de la violence structurelle de l'économie capitaliste toujours plus abandonnée à ses mécanismes primitifs qui détruisent l'Humain... et l'environnement !

Aujourd'hui, nous sommes potentiellement à la veille du pire

Le financement de l'économie mondiale est désormais complètement intégré, à l'échelle mondiale

Les marchés sensés fonctionner rationnellement sont sujets à de monumentales, variations totalement erratiques, liées à la spéculation alimentée par les rumeurs et le diktat des agences de notation (privées !) qui distribuent les mauvais points.

L'euro, qui est une construction monétaire complètement artificielle dans la plus pure tradition néolibérale (banque centrale totalement indépendante, et pire encore absence de gouvernement économique de l'Europe !) est menacé d'effondrement : le talon d'Achille... grec n'est pas une exception. Nombre d'Etats européens y compris le nôtre ont contracté des dettes rigoureusement non remboursables auprès des acteurs privés. Le système tenait dans une sorte de fuite en avant qui arrangeait tous les acteurs. Faute d'intervention aussi énergique que rapide de la part des Etats de l'UE, la faillite de la Grèce va entraîner par ricochet celle des banques qui y étaient engagées... et par effet domino le reste de l'économie : tous les acteurs sont totalement interdépendants.

Le retour du politique s'impose pour espérer dompter l'économie néolibérale totalement déchaînée, au minimum à l'échelle européenne

C'est le défi, vital, que les gouvernements de l'UE ne peuvent pas ne pas relever pour éviter LA crise majeure. Ils sont contraints, ensemble, de mettre sur pied (enfin) une politique économique pour sauver la Grèce, eux-mêmes et au final l'UE : prendre à charge une bonne partie de la dette grecque, recapitaliser les banques qui s'y sont engagées, pour éviter leur naufrage... et le leur. C'est l'heure de vérité pour l'UE qui avait été pensée à l'origine par les pères fondateurs Schumann et Adenauer comme un espace politique intégré, mais qui n'est resté jusqu'aujourd'hui qu'un grand marché commun (au demeurant toujours plus intégré dans le marché mondial) de marchandises, de capitaux... et d'êtres humains. Les gouvernements de l'UE aujourd'hui sont au pied du mur : construire (dans la précipitation ?) du Politique à l'échelle européenne... ou se résoudre au chaos économique et social.

Risque de catastrophe économique et sociale oblige les moins libéraux sont prêts à faire tourner la planche à billets, comme durant les « trente glorieuses », en obligeant la BC à émettre des « eurobonds », tandis que les libéraux à la tête desquels se retrouve l'Allemagne exigent de s'en tenir à un pot commun... dans lequel ils ne veulent mettre que le strict minimum. Mais tous exigent à la Grèce des contreparties croissantes qui sont rigoureusement insupportables, au sens propre du terme, par les populations et qui ne peuvent que plomber l'activité de l'économie grecque et sa capacité à rembourser ses dettes. Tous les débordements sont envisageables. « Curieusement », ils n'exigent pas de telles contreparties pour les banques qui vont être une nouvelle fois recapitalisées... En 2008, j'avais déposé lors de l'adoption du plan de recapitalisation des banques françaises secouées par la crise financière des amendements visant à imposer dans les banques ainsi renflouées par l'argent des contribuables la présence d'un observateur de l'Etat au sein des conseils d'administration, ainsi que l'interdiction pour ces banques de placer leurs liquidités dans les paradis fiscaux. Ils ont tous été rejetés par l'UMP au motif du refus d'une « étatisation marxiste » de l'économie. Les temps semblent changer...

Bref, les certitudes néolibérales sont entrain d'être battues en brèche. Ce qui n'empêche pas que les Etats vont être contraint d'abandonner leurs mauvaises habitudes du déficit budgétaire chronique. Nous sommes confrontés à un double défi : trouver le bon rythme de réduction des déficits pour ne pas tuer l'activité économique et faire exploser le chômage, et investir dans la conversion de l'économie par

l'écologie, le seule capable à terme de créer de la richesse et de mieux répartir la richesse (les inégalités n'ont jamais autant explosé depuis les années 30 !), de préserver la planète, de relocaliser les activités économiques, et d'améliorer le bien être des personnes. Le chiffon rouge du refus de « l'austérité » brandi par la gauche productiviste est dangereux : il laisse croire qu'il suffit de ne pas trop ralentir la machine économique...

L'analyse de la situation avec la grille de lecture spécifique à la non-violence politique permet d'apporter un éclairage spécifique

De la même manière que l'Etat a historiquement confisqué la violence des uns contre les autres (« tu ne tueras pas ») en assumant la fonction régaliennne de police (ce qui ne l'a jamais empêché d'en abuser...), il a exercé avec la même exclusivité monopolistique le pouvoir monétaire (les faux monnayeurs étaient passibles de la même peine que les assassins...). L'Etat a ainsi contenu la violence des individus, à tous les sens du terme, mais aussi celle de la monnaie. L'abandon du pouvoir monétaire est entrain de faire exploser la violence de cette dernière : sous des formes sophistiquées (fonds de pension, marchés à termes, agences de notations, etc.) les forces aveugles de l'argent dirigent désormais nos sociétés... jusqu'à quand ?

La violence intrinsèque, structurelle, du capitalisme fondé sur l'exploitation de la force de travail des salariés (et de l'écosystème) explose en plein jour : contenue durant les trente glorieuses par les politiques sociale-démocrates, elle resurgit sous une forme d'autant plus inquiétante que le système économique est mondialisé, donc ingérable au regard des structures politiques existantes : sur le plan de la régulation (domestication ?) de l'économie, les Etats dévoilent leur impuissance .

Nous militants non-violents sommes invités à recréer du Politique, investir dans le champ politique sous toutes ses formes, réseaux sociaux mais aussi structures politiques plus classiques (syndicats et partis) pour respectivement faire émerger la société demain (« cf. *le programme constructif* » cher à Gandhi) et investir le champ du décisionnel (oser prendre et gérer le pouvoir, avec l'humilité d'accepter « *la beauté du compromis, cf. Gandhi !* »)

La crise économique et sociale qui se profile à grands pas risque de libérer une autre forme de violence bien connue, la violence politique. Les partis politiques « charognards » qui prolifèrent d'habitude sur un corps social en décomposition voient de réelles perspectives s'ouvrir devant eux : c'est une constante de l'Histoire. Repli sur soi, xénophobie, racisme, désignation de boucs émissaires sont autant d'idéologies que nous serons invités à combattre frontalement !

Ces considérations ne doivent pas nous faire oublier un autre des fondamentaux de la non-violence : une crise n'est pas la fin, mais le moment historique pour faire du neuf, bâtir une société désirable, soutenable à tous les sens du terme... ce qui implique un devoir de solidarité immédiate avec les victimes programmées de la mutation qu'il va falloir réaliser.

Jacques MULLER
Le 21 octobre 2011